

## POINT DE VUE

## Les proscrits de la retraite

*C'était au moment où notre pays était au creux de la vague et que le FMI venait dicter ses lois, qu'il y eut des départs massifs en retraite. Nos gouvernants de l'époque, élèves obéissants, étaient prêts à toutes les concessions, afin d'entrer dans les bonnes grâces de cette institution ; ils ont suivi à la lettre toutes les ignominies et diktats ordonnés par ce soi-disant sauveur de notre économie. On nous répétait à longueur de journée que notre pays était au bord de la banqueroute et que la famine nous guettait si nous ne suivions pas les injonctions de notre nouveau créancier.*

La première offrande exigée par cet organisme monétaire était l'allègement des effectifs dans toutes les structures étatiques et les premiers dindons de la farce qu'il fallait servir, sur un plateau d'argent, afin de calmer l'appétit vorace de cet ogre financier, étaient les travailleurs des usines publiques.

Ordre était donc donné à toutes les entreprises de dégraisser leurs effectifs sous peine de fermeture définitive. Chaque PDG avait sa petite stratégie afin de pousser le maximum d'employés vers la porte de sortie. Des oiseaux de mauvais augure, auxquels on a promis promotions et rémunérations conséquentes, sont chargés du sale boulot de réduire leurs personnels, et ce, par tous les subterfuges et manipulations possibles.

Ces messieurs voulant à tout prix sauvegarder leurs postes de cadres, et les privilèges qui vont avec, se sont mis à conditionner et terroriser des pères de familles nombreuses, qui bouclaient difficilement leur fin de mois, et ce, en semant de fausses rumeurs, du genre notre pays est au bord de la faillite, l'usine vit ses derniers jours,



Photo : DA

il n'y aura plus de virement de vos salaires, vous allez recevoir une indemnité de chômage pendant une courte période puis plus rien, la misère guette vos enfants, à votre âge impossible de retrouver du travail par ces temps de crise, votre seule planche de salut, c'est le départ en retraite anticipée ou proportionnelle, là au moins vous aurez un petit revenu pour subsister. Quand on déverse et martèle ces sentences aussi désastreuses sur des travailleurs terrorisés et psychologiquement fragiles, à quoi

pouvait-on s'attendre d'autre qu'à une panique généralisée et un afflux de demandes de mise à la retraite.

#### Donner à ces malheureux juste de quoi ne pas crever de faim

Au niveau des directions des ressources humaines, toutes les conditions étaient prises pour faciliter ces allègements d'effectifs, même la demande manuscrite était rédigée par des chefs de service sans scrupules, le berné n'avait

qu'à signer et le tour était joué. Les caisses de l'Etat étant vides à l'époque et le FMI vigilant sur la moindre petite dépense, il fallait donner à ces malheureux juste de quoi ne pas crever de faim.

Les calculs de leurs pensions de retraite ont été évalués sur leurs maigres salaires de l'époque auxquels il fallait déduire les années de non-cotisations, le montant mensuel que devait toucher ces abusés était plus qu'insignifiant.

Il fallait faire d'énormes restrictions alimentaires en s'interdisant toute consommation de viande et en ne se vêtant que dans des friperies pour boucler des fins de mois difficiles, et si par malheur un membre de la famille tombait malade un seul recours : la dette que l'on arrivait presque jamais à rembourser. Aujourd'hui, que notre pays a retrouvé sa stabilité économique, on reproche à ces malheureux d'être des fainéants qui veulent se la couler douce en partant très tôt à la retraite : on a vite fait d'oublier le contexte dans lequel on les a forcés à opter pour ce douloureux choix.

Ceux qui ont fait leur service national en trimant comme des damnés pour réaliser les projets pharaoniques des années 70, route transsaharienne, barrage vert, reboisement et autres mégalomanies, se voient refuser le

comptage de ces années pour le calcul de leur retraite, c'est plus qu'arbitraire et discriminatoire par rapport aux autres retraités.

Ces recalés de la retraite vivent dans une misère indescriptible, ils ont juste le droit à une petite aumône mensuelle, qui ne suffit même pas à payer une petite facture d'électricité.

L'augmentation de 10% de cette année 2011 et la plus faramineuse depuis leur éviction forcée, quand on sait que la pension de retraite de la majorité de ces travailleurs, qui se sont fait arnaquer à l'époque des dégraissages par leurs responsables, ne dépasse pas les 10 000 DA, que voulez-vous qu'ils fassent avec un relèvement de moins de 1 000 DA par mois, ils ont été et resteront jusqu'à la fin de leurs jours les dindons de la farce.

D'ailleurs, plusieurs d'entre eux ne sont plus de ce monde, ils sont partis silencieusement sans bruit ni fracas, leur départ définitif va sûrement alléger les caisses de l'Etat qui n'aura plus à verser que des pensions de réversion, c'est-à-dire la moitié de la pension des défunts, aux veuves des proscrits de la retraite. Merci pour le *Soir d'Algérie* qui reste le seul lieu où les retraités peuvent encore exprimer librement leurs légitimes revendications.

Bélaïd Mokhtar, Béjaïa

## LIBRE-DÉBAT

## La FNTR lève les ambiguïtés

Les retraites algériennes permettent à peine de survivre. Le point de presse que le secrétaire général de l'UGTA a fait la semaine dernière semble se concentrer sur l'augmentation du Salaire national minimum garanti (SNMG).

Pour lui, cette augmentation de 3 000 DA toucherait plus de 600 000 retraités qui étaient à 75% du SNMG, soit 11 250 DA. Ce chiffre est contesté par la FNTR qui le situe autour de 400 000 bénéficiaires. Le ministre du Travail, quant à lui, s'est plus préoccupé de l'incidence financière que l'Etat s'apprête à prendre en charge sur son propre budget. C'est une manière indirecte de renvoyer ce dossier à 2012.

La FNTR ne l'entend pas de cette oreille : son secrétaire national chargé de l'information a déclaré sur les pages du quotidien *Echaab* du 10 octobre 2011 que la revendication d'une augmentation de 40% de toutes les pensions est irréversible. Il ne s'agit pas pour lui d'attendre 2012, puisque l'effet rétroactif est celui de janvier 2010. Toute décision qui sort de cette plateforme revendicative contraindra les retraités de sortir dans la rue, eux et leurs familles.

Un long rapport circonstancié justifie de telles revendications. Qu'en est-il exactement ? Les travailleurs qui quittent la vie active ne devront plus être considérés comme les oubliés de la nation. Leur pension devra suivre l'évolution des salaires, comme cela se fait dans la plupart des pays qui se respectent. On cite comme exemple le cas du travailleur en activité qui occupe un poste de veilleur de nuit à la Cnas et qui touche un salaire net de 41 000 DA alors qu'un chef de département de niveau N-2 exerçant dans une société nationale sorti en 1997 avec une pension de 20 000 DA ne bouclerait

pas aujourd'hui les 30 000 DA par mois. Durant la même période, un kilo de viande qui valait 2 heures de travail en coûterait deux journées de travail aujourd'hui.

#### La précarité des pensions saute aux yeux

Chiffres à l'appui, le rapport appuie sur cette précarité. Sur un total de 1 136 296 pensions de droit direct, toutes catégories confondues, plus de 60% perçoivent moins de 15 000 DA. Les 908 995 pensionnés indirectement sont dans leur majorité dans une situation de précarité qu'il serait honteux de rapporter au grand public. En se limitant au premier cas de figure, c'est-à-dire les pensions directes, le salaire moyen pondéré dépasse à peine 17 000 DA pour toutes les catégories et reste donc toujours en deçà du SNMG qui entrera en vigueur en 2012. Le total des retraités en Algérie est de 2 045 291 pensionnés que gère actuellement la Caisse de retraite avec un budget dépassant les 300 milliards de DA.

La Banque mondiale situe le seuil de pauvreté à 2 dollars par personne et par jour, en tenant compte du cours, on obtient 147 DA. Ce seuil pour une personne permet de satisfaire les besoins physiologiques élémentaires, c'est-à-dire de ne pas crever de faim. En dessous, c'est se déclarer en situation de famine, puisque les 2 100 ou 2 400 kilocalories ne sont pas atteints. Le rapport de la FNTR raisonne sur une famille algérienne de 5 personnes en moyenne, soit un salaire de cinq fois 147 DA. Ceci donnerait pour cette famille 735 DA soit un salaire mensuel de 22 050 DA. Cela voudrait dire que le SNMG actuel s'écarte de 32% du seuil de la misère. Celui de 2012 le ferait à 18%. Les chiffres tels

que sont présentés ne souffrent d'aucune ambiguïté car le seuil de pauvreté et de misère est franchi par les retraités algériens.

#### Que revendique exactement la FNTR pour les retraités ?

En clair, le rapport dit ceci : relèvement des petites pensions, quelle que soit la catégorie des retraités, dont le nombre est de 591 222, à hauteur du SNMG ; actualisation de 40% des pensions dont le montant est supérieur au SNMG, quelle que soit la catégorie des retraités et dont le nombre est de 440 714 ; actualisation de 40% des retraites de réversion dont le nombre est de 908 995 et relèvement du minimum de 3 500 DA de l'allocation de retraite à 5 000 DA.

Pour la FNTR, la CNR n'a jamais été menacée de déficit et elle ne l'est pas. Les augmentations salariales attribuées avec un effet rétroactif depuis 2008 sont venues la renflouer grâce au surplus de cotisations salariales. Dans le cas le plus pessimiste, une rentrée annuelle de 140 milliards de DA est effective. Sur les trois années 2008, 2009, 2010, elle a récolté une somme totale qui dépasse les 300 milliards de DA. Or, toutes les augmentations proposées par ce syndicat n'exigent tout au plus que 112 milliards de DA par année, que la CNR peut couvrir sans avoir recours au budget de l'Etat. La caisse fonctionne sur un principe de solidarité des générations et règle ses problèmes sur la même base. Toute prise en charge en dehors de la caisse n'est que démagogie. Pourquoi faudrait-il recourir à la rue pour faire entendre ou étaler en public cette situation humiliante...

Rabah Reghis, consultant/chercheur

COURRIER  
DES LECTEURS

#### Application de l'article 39 de la loi 99-07 du moudjahid et du chahid

Bonsoir à l'équipe du *Soir d'Algérie*. J'ai vu et lu les discussions autour de la tripartite ! J'aimerais savoir juste si nous sommes dans un pays démocratique et républicain avec ce déni de droit aux fils de chahid exerçant dans la fonction publique uniquement ! D'avril 1999 lors de sa promulgation jusqu'à 2008 où une circulaire a décidé du 1<sup>er</sup> janvier comme date d'effet !

Tous les gens sortis en retraite avant cette date (entre 1999 et 2008) sont exclus du champ d'application. Mais les gens qui ont à charge cette application oublient que l'article 39 s'adresse aux ayants droit ! Pas aux secteurs d'activités – nous sommes un groupe d'enfants de chouchada dont l'affaire est au niveau du Conseil d'Etat.

On distribue de l'argent à tout bout de champ et on oublie de restituer un droit institué par une loi. Ce n'est pas avec deux catégories ajoutées au salaire d'un ayant droit (déjà assez maigre) qu'on va creuser un déficit dans le budget de l'Etat (on ouvre les vannes vers le haut et on les ferme vers le bas). Gloire à nos martyrs !